

27 -02- 2003

28 -03- 2003

65 817 1 col/116

Accord national 2003-2004 pour ouvriers

Convention collective de travail conclue le 26 février 2003 au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique

Champ d'application**Article 1er. -**

La présente CCT s'applique aux employeurs et aux ouvriers ressortissant à la commission paritaire de l'industrie chimique.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et les ouvrières.

Durée

Article 2. - La présente CCT est conclue pour une durée de deux ans, du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus.

Accords d'encadrement de la concertation sociale au niveau de l'entreprise

Article 3. - Dans l'intérêt de l'activité économique du secteur, les négociateurs au plan de l'entreprise mèneront les négociations en tenant compte de la situation économique actuelle qui est plus difficile que celle des années écoulées.

Les partenaires sociaux de la Commission paritaire de l'industrie chimique et les négociateurs au plan de l'entreprise souscrivent sans ambiguïté aux accords de l'Accord Interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003, repris en particulier dans son article 1 : conformément à la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (MB 13 février 1997), la hausse des coûts salariaux pour les 2 prochaines années à 5,4% est acceptée comme norme indicative. L'année 2003 sera ménagée au maximum.

Salaire horaire minimum**Article 4.**

§1. Les montants du salaire horaire minimum de début et du salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté, tels que définis à l'article 2 de la CCT du 2 mai 2001 (AR 25 avril 2002 ; MB 27 juin 2002) concernant le salaire horaire minimum, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique, sont augmentés de 0,10 € en régime de 40 heures par semaine à partir du 1er juillet 2003 ; à partir du 1er janvier 2004, le salaire horaire minimum de début ainsi que le salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté précités sont augmentés de 0,12 € ; à partir du 1er juillet 2004, le salaire horaire minimum de début ainsi que le salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté précités sont augmentés de 0,05€.

§2. L'effort particulier pour les hausses des salaires minimaux mentionné au §1 du présent article ne peut pas être utilisé en tant que référence pour les négociations dans les entreprises.

Primes d'équipes

Article 5. - Les montants des primes d'équipes minimales tels que prévus à l'art. 2 de la CCT du 2 mai 2001 (AR 25 avril 2002, MB 27 juin 2002), conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique, relative aux primes d'équipes minimales, sont augmentés comme suit à compter du 1er janvier 2004, en régime de 40 heures par semaine :

équipes du matin et de l'après-midi	: + 0,02 €
équipe de nuit	: + 0,04 €.

Entreprises non conventionnées

Article 6. - Les salaires horaires, en vigueur au 31 décembre 2002, effectivement payés dans les entreprises non liées, quant à leur éventuelle augmentation, en 2003 et/ou 2004, par une CCT conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux commissions paritaires et aux CCT, seront augmentés de 0,12 € par heure à partir du 1er janvier 2004 ; cette augmentation de 0,12 € par heure sera toutefois imputée sur d'éventuelles autres augmentations du salaire horaire qui, hormis celles dues à la CCT du 2 mai 2001 (AR 24 avril 2002, MB 31 mai 2002) concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, seraient octroyées aux ouvriers pendant la durée de la présente CCT.

Prime de fin d'année

Article 7. - Le premier alinéa de l'article 7 de la CCT du 2 mai 2001 (AR 5 ~~mai~~ ^{juin} 2002 -M.B. 17 avril 2002) relative à la prime de fin d'année, conclue en commission paritaire de l'industrie chimique, est remplacé par le texte suivant :

« Les ouvriers dont le contrat de travail est résilié pendant l'exercice considéré, à l'exclusion de ceux qui ont donné leur démission avant de compter au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise au terme du contrat de travail et à l'exclusion de ceux qui ont été licenciés par leur employeur pour motif grave, bénéficient de la prime au prorata du nombre de mois de prestations effectives de travail pendant cet exercice, pour autant qu'ils comptent trois mois d'ancienneté dans l'entreprise au terme de la période couverte par le préavis légal, sans tenir compte, toutefois, d'éventuelles suspensions du contrat de travail durant son cours. »

Sécurité d'emploi

Article 8. - Dans le deuxième alinéa de l'article 2 de la CCT du 26 mai 1993 (AR 20 septembre 1993 ; MB 3 février 1994) relative à la sécurité d'emploi, les mots « interruption de carrière » sont remplacés par les mots « crédit-temps ».

Sécurité d'existence

Article 9.

§ 1 Indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel

a) L'indemnité complémentaire de chômage, telle que prévue au premier alinéa de l'article 2 de la CCT du 2 mai 2001 (AR 25 avril 2002 ; MB 27 juin 2002), conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique, fixant des indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel ainsi que des indemnités en cas de licenciement pour raisons économiques ou techniques ou de nature structurelle, est fixée à 7,20 € par jour de chômage partiel à partir du 1er janvier 2004.

Pour les ouvriers âgés de moins de 19 ans, cette indemnité est fixée à 6,48 € à partir du 1er janvier 2004.

b) Le troisième alinéa de l'article 2 susmentionné est remplacé par le texte suivant : « L'indemnité complémentaire de chômage est également due en cas de chômage partiel résultant de force majeure dans le chef de l'entreprise ».

c) Les modalités d'octroi existantes demeurent inchangées.

§2. Indemnités complémentaires de chômage en cas de licenciement pour raisons économiques, techniques ou de nature structurelle

L'article 4 de la CCT susmentionnée du 2 mai 2001 (AR 25 avril 2002 ; MB 27 juin 2002) fixant des indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel ainsi que des indemnités en cas de licenciement pour raisons économiques ou techniques ou de nature structurelle, est, à partir du 1er mars 2003, remplacé par le texte suivant :

« Sans préjudice de l'indemnité en cas de licenciement pour raisons économiques, techniques ou de

nature structurelle, définie par l'article 3 susmentionné, une réglementation particulière des indemnités complémentaires de chômage a été prévue selon le schéma ci-dessous pour les ouvriers en cas de licenciement pour raisons économiques ou techniques ou de nature structurelle. Les ouvriers qui comptent de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise reçoivent le montant journalier de l'indemnité complémentaire de chômage prévu à l'article 2 pour les 44 premiers jours de chômage effectif prouvés, période qui débute à l'expiration du délai de préavis ou à l'expiration de la période couverte par l'indemnité de préavis. Pour les ouvriers qui comptent de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise, la période précitée est portée aux 66 premiers jours de chômage effectif prouvés. Pour les ouvriers qui comptent 20 ans et plus d'ancienneté dans l'entreprise, la période précitée est portée aux 88 premiers jours de chômage effectif prouvés. Le droit à cette indemnité complémentaire de chômage s'éteint dès le premier jour de reprise du travail.

Les régimes plus favorables existant dans les entreprises demeurent d'application.

Jour de carence

Article 10.

§ 1. - Le premier jour d'incapacité de travail des ouvriers pour maladie ou accident, dénommé « jour de carence » et, conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, non payé par l'employeur, lorsque la durée de l'incapacité de travail n'atteint pas quatorze jours, donne lieu, conformément au point 2 de l'accord interprofessionnel 2003-2004 susmentionné du 17 janvier 2003, aux dispositions suivantes :

- a) à partir du 1er janvier 2003, le premier « jour de carence » par année civile sera payé par l'employeur aux ouvriers concernés ;
- b) à partir du 1er janvier 2004 seront payés, par leur employeur, aux ouvriers concernés, les premier et deuxième « jours de carence » par année civile ; aux ouvriers comptant au moins 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise sera en outre payé, par leur employeur, également à partir du 1er janvier 2004, le troisième « jour de carence » par année civile.

§ 2. Le coût supplémentaire résultant de l'application des deuxième et troisième « jours de carence » susmentionnés peut être imputé par les entreprises lors de leurs éventuelles négociations de CCT 2003-2004.

Les régimes plus favorables existant dans les entreprises demeurent d'application.

Prépension conventionnelle

Article 11

§ 1. Prépension à partir de 58 ans

La CCT du 2 mai 2001 (AR 6 décembre 2002, MB 20 décembre 2002) prorogeant le régime de prépension conventionnelle à partir de 58 ans, venue à échéance le 31 décembre 2002, est prorogée pour la durée de la présente CCT. Ses modalités d'application demeurent inchangées, sans préjudice du §4 du présent article et à l'exception de son article 5, qui est remplacé par le texte suivant : « L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente CCT est octroyée conformément aux dispositions de la CCT n°17 précitée conclue au Conseil national du travail. »

§ 2. Prépension à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle

La CCT du 13 juin 2001 (AR 22 août 2002 ; MB 12 octobre 2002) relative à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 20 ans de

prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle, venue à échéance le 31 décembre 2002, est prorogée pour la durée de la présente CCT; ses modalités d'application demeurent inchangées, sans préjudice du §4 du présent article et à l'exception de son article 6, qui est remplacé par le texte suivant : « L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente CCT est octroyée conformément aux dispositions de la CCT n°17 précitée conclue au Conseil national du travail. »

§ 3. Prépension à mi-temps

La prépension conventionnelle à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans pour les ouvriers est rendue possible pour la durée de la présente CCT moyennant une procédure d'adhésion qui sera définie par une CCT distincte.

§ 4 . Pour le calcul de la rémunération nette de référence déterminant l'indemnité complémentaire résultant, d'une part, des CCT figurant dans les paragraphes susmentionnés du présent article, et, d'autre part, des CCT conclues en matière de prépension conventionnelle à temps plein ou à mi-temps sur le plan de l'entreprise, la cotisation personnelle des ouvriers à la sécurité sociale sera calculée, à partir du 1er janvier 2004, sur 100% au lieu de 108% de leur rémunération mensuelle brute.

Plan sectoriel de pension complémentaire - Constitution d'un groupe de travail paritaire

Article 12. - Il sera, sans obligation de résultat, constitué un groupe de travail paritaire ayant pour but l'examen de l'éventuelle instauration d'un plan sectoriel de pension complémentaire. Rapport des activités de ce groupe de travail sera fourni à la Commission paritaire avant fin octobre 2004.

Octroi d'un avantage social

Article 13.

Le montant de l'avantage social, fixé à l'article 5 de la CCT du 30 mai 2001 (AR 12 juin 2002 ; MB 12 octobre 2002) octroyant un avantage social, est porté à 115€ à partir de l'année de paiement 2004 (exercice social 2003).

Les modalités de paiement sont fixées par le comité de gestion du Fonds Social de l'industrie chimique.

Formation syndicale

Article 14 - Le quatrième alinéa de l'article 4 de la CCT conclue le 30 mai 2001 (AR 12 juin 2002 ; MB 6 août 2002) est, à partir de l'année 2003, remplacé par les dispositions suivantes :

- plafond : 900.000 € à partir de 2003
- ventilation : 750.000 € annuellement à partir de 2003 aux organisations syndicales ; 150.000 € annuellement à partir de 2003 à la Fédération des industries chimiques de Belgique (Fedichem).

Fonds de formation (0,10 % - groupes à risques)

Article 15. - La CCT prorogeant le fonds pour la formation dans l'industrie chimique, conclue le 13 juin 2001 (AR 12 juin 2002 ; MB 27 juillet 2002) au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique, sera prorogée pour la durée de la présente CCT. En outre, une attention particulière sera, dans le cadre des activités du Fonds de formation, apportée à la formation en matière de prévention, de sécurité et d'ergonomie, en particulier pour les ouvriers nouvellement embauchés, et ceci en vue de l'octroi d'un jour de formation durant leur première année de carrière dans le secteur. Le Fonds de formation élaborera, dans ce contexte, des mesures stimulantes et accompagnantes.

Sécurité et sous-traitance

Article 16. - Les parties signataires reconnaissent l'importance de la sécurité au travail en cas de

présence simultanée de différentes entreprises sur le même lieu de travail.

Dans ce cadre, les parties signataires s'engagent à informer leurs membres respectifs du contenu de la loi du 4 août 1996 (MB 18 septembre 1996) relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en particulier en ce qui concerne les modalités de l'exécution, de la collaboration et/ou de la coordination entre entreprises en matière de sécurité, notamment sur le plan de la formation et de l'information.

Les parties signataires recommandent aux entreprises d'informer, au moins une fois par an, les représentants du CPPT sur l'application des dispositions de la loi du 4 août 1996 (~~MB 18 septembre 1996~~) relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en particulier en ce qui concerne les modalités de l'exécution, de la collaboration et/ou de la coordination entre entreprises en matière de sécurité, notamment sur le plan de la formation et de l'information.

Crédit-temps - Diminution de carrière de 1/5ème

Article 17

§ 1. Crédit-temps

Le droit au crédit-temps prévu par la CCT n° 77bis, conclue le 19 décembre 2001 (MB 16 février 2002) au sein du Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est étendu à une durée maximum de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

La première année l'exercice de ce droit au crédit-temps doit, conformément à la CCT n° 77 bis précitée, s'opérer par période de 3 mois minimum.

Sous réserve d'autres accords pris sur le plan de l'entreprise, les conditions cumulatives suivantes doivent être respectées, de la deuxième jusques et y compris la cinquième année :

- le crédit-temps doit être exercé par période d'une année
- les ouvriers souhaitant exercer ce droit au crédit-temps doivent avoir atteint une ancienneté d'au moins 5 ans.

§ 2. Diminution de carrière de 1/5^{ème}

Les entreprises peuvent, en tenant compte de la bonne organisation du travail, conformément aux articles 6 §2 et 9 §2 de la CCT n° 77bis du CNT précitée, déterminer les modalités d'application concrètes du système de diminution de carrière de 1/5^{ème} pour les ouvriers à temps plein qui travaillent en équipes.

Concertation et paix sociale

Article 18 - Dans le respect de la paix sociale et des procédures propres à l'industrie chimique, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs exigences réciproques pour les matières faisant partie de la présente CCT.

Elle est conclue de bonne foi et les parties signataires s'engagent à la faire appliquer auprès de leurs mandants, aussi bien quant à la lettre que quant à l'esprit.

La présente CCT sera déposée au Greffe de l'Administration des relations collectives au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par arrêté royal est demandée.

27 -02- 2003

28 -03- 2004

65817 / 60/116

#

Nationaal akkoord 2003-2004 voor arbeiders

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 26 februari 2003 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid

Toepassingsgebied

Artikel 1. - Deze CAO is toepasselijk op de werkgevers en op de arbeiders die ressorteren onder het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid.

Met "arbeiders" wordt verstaan: de arbeiders en de arbeidsters.

Duur

Artikel 2. - Deze CAO wordt gesloten voor een duur van 2 jaar, van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004.

Omkaderingsafspraken voor het sociaal overleg op ondernemingsvlak

Artikel 3. - In het belang van de economische activiteit en de tewerkstelling van de sector zullen de onderhandelaars op ondernemingsvlak de besprekingen voeren rekening houdend met de huidige algemene economische toestand die moeilijker is dan deze tijdens de afgelopen jaren.

De sociale gesprekspartners van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en de onderhandelaars op ondernemingsvlak onderschrijven ondubbelzinnig de afspraken van het Interprofessioneel Akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003, meer bepaald opgenomen in artikel 1: overeenkomstig de Wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (B.S. 13 februari 1997) wordt de stijging van de loonkosten voor de 2 komende jaar op 5,4% als indicatieve norm aanvaard. Het jaar 2003 zal maximaal worden ontzien.

Minimumuurloon

Artikel 4.

§1. De bedragen van het minimum-aanvanguurloon en van het minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit, zoals vastgesteld in artikel 2 van de CAO van 2 mei 2001 (KB 25 april 2002; BS 27 juni 2002) betreffende het minimumuurloon gesloten in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid, worden verhoogd met 0,10 € vanaf 1 juli 2003 in het 40-urenweek stelsel; vanaf 1 januari 2004 wordt het voornoemd minimum-aanvanguurloon evenals het voornoemd minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit met 0,12 € verhoogd; vanaf 1 juli 04 wordt het voornoemd minimum-aanvanguurloon evenals het voornoemd minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit met 0,05 € verhoogd.

§2. De in §1 van dit artikel vermelde bijzondere inspanning voor de verhogingen van de minimumuurlonen kan niet gebruikt worden als zijnde richtinggevend voor de bedrijfsonderhandelingen.

Ploegenpremies

Artikel 5. - De bedragen van de minimum ploegenpremies zoals voorzien in art. 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 mei 2001 (KB 25 april 2002, BS 27 juni 2002), gesloten in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid betreffende de minimum ploegenpremies, worden, in het 40 uren/week stelsel, vanaf 1 januari 2004 als volgt verhoogd :

morgen- en namiddagploeg : + 0,02 €
 nachtploeg : + 0,04 €

Niet geconventioneerde ondernemingen

Artikel 6. - De uurlonen op 31 december 2002 effectief uitbetaald in de ondernemingen die, aangaande de eventuele verhoging van deze uurlonen in 2003 en/of 2004, niet gebonden zijn door een

CAO gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de paritaire comités en de CAO's, zullen verhoogd worden met 0,12 € per uur vanaf 1 januari 2004; deze verhoging van 0,12 € per uur gebeurt evenwel na verrekening en/ofin voorafname van eventuele andere verhogingen van het uurloon die, met uitzondering van deze ten gevolge van de CAO van 2 mei 2001 (KB 24 april 2002; BS 31 mei 2002) betreffende de koppeling der lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen, zouden toegekend worden aan de arbeiders tijdens de duur van deze CAO.

Eindejaarspremie

Artikel 7. - Het eerste lid van artikel 7 van de CAO van 2 mei 2001 (KB 5 februari 2002 - BS 17 april 2002) tot toekenning van een eindejaarspremie, gesloten in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid, wordt door de volgende tekst vervangen:

"De arbeiders waarvan de arbeidsovereenkomst tijdens het beschouwde dienstjaar wordt beëindigd, met uitsluiting van deze welke zelfontslag hebben genomen vooraleer zij minstens één jaar anciënniteit in de onderneming tellen op het einde van de arbeidsovereenkomst, en met uitsluiting van deze welke door de werkgever worden ontslagen om dringende redenen, genieten de premie naar rato van het aantal maanden werkelijke arbeidsprestaties tijdens dit dienstjaar, voor zover zij drie maanden anciënniteit tellen in de onderneming op het einde van de door de wettelijke vooropzeg gedekte periode, zonder evenwel rekening te houden met eventuele schorsingen van de arbeidsovereenkomst tijdens deze vooropzeg."

Vastheid van betrekking

Artikel 8.

In het tweede lid van artikel 2 van de cao van 26 mei 1993 (K.B. 20 december 1993- B.S. 3 februari 1994) betreffende de vastheid van betrekking wordt het woord "loopbaanonderbreking" vervangen door het woord "tijdskrediet".

Bestaanszekerheid

Artikel 9.

§1. Aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid

a) De aanvullende werkloosheidsuitkering zoals voorzien in het eerste lid van artikel 2 van de CAO van 2 mei 2001 (KB 25 april 2002; BS 27 juni 2002), gesloten in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid, tot vaststelling van aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid en van vergoedingen bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard bedraagt, vanaf 1 januari 2004, 7,20 € per dag gedeeltelijke werkloosheid.

Voor de arbeiders, jonger dan 19 jaar, wordt deze vergoeding vanaf 1 januari 2004 vastgelegd op 6,48 €.

b) Het derde lid van het hogervermeld artikel 2 wordt door de volgende tekst vervangen : "De aanvullende werkloosheidsuitkering is eveneens verschuldigd bij gedeeltelijke werkloosheid die het gevolg is van overmacht in hoofde van de onderneming".

c) De overige bestaande toekenningsmodaliteiten blijven onveranderd.

§2. Aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard

Het artikel 4 van de hogervermelde CAO van 2 mei 2001 (KB 25 april 2002; BS 27 juni 2002) tot vaststelling van aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid en van vergoedingen bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard wordt, met ingang van 1 maart 2003, door de volgende tekst vervangen:

"Onverminderd de vergoeding bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard, zoals bepaald in artikel 3 hierboven, wordt volgende bijzondere regeling van

aanvullende werkloosheidsuitkering voorzien volgens onderstaand schéma voor arbeiders, die om economische of technische redenen of redenen van structurele aard worden ontslagen. Arbeiders met een anciënniteit van 10 tot minder dan 15 jaar in de onderneming ontvangen het in artikel 2 voorzien dagbedrag van aanvullende werkloosheidsuitkering voor de eerste 44 bewezen dagen effectieve werkloosheid, welke aanvangt vanaf het verstrijken van de opzeggingstermijn of vanaf het verstrijken van de door de opzeggingsvergoeding gedekte periode.

Voor arbeiders met een anciënniteit van 15 tot minder dan 20 jaar in de onderneming wordt dit gebracht op de eerste 66 bewezen dagen effectieve werkloosheid. Voor arbeiders met een anciënniteit van 20 jaar en meer wordt dit gebracht op de eerste 88 bewezen dagen effectieve werkloosheid. Het recht op deze aanvullende werkloosheidsuitkering vervalt vanaf de eerste dag van werkhervatting.

Bestaande gunstigere regelingen op bedrijfsvlak blijven behouden.

Carensdag

Artikel 10.

§ 1 - De eerste dag van arbeidsongeschiktheid van de arbeiders wegens ziekte of ongeval, genoemd "carensdag", en, overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, niet betaald door de werkgever, wanneer de duur van de arbeidsongeschiktheid geen veertien dagen bereikt, geeft, overeenkomstig het punt 2 van het hogervermeld interprofessioneel akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003, aanleiding tot de volgende bepalingen:

- a) vanaf 1 januari 2003 zal de eerste "carensdag" per kalenderjaar aan de betrokken arbeiders door hun werkgever worden betaald;
- b) vanaf 1 januari 2004 zullen aan de betrokken arbeiders de eerste en tweede "carensdagen" per kalenderjaar door hun werkgever worden betaald; aan de arbeiders die minstens 15 jaar anciënniteit tellen in de onderneming zal bovendien, eveneens vanaf 1 januari 2004, de derde "carensdag" per kalenderjaar door hun werkgever worden betaald.

§ 2 - De bijkomende kost van voornoemde tweede en derde "carensdagen", kan door de ondernemingen aangerekend worden naar aanleiding van hun eventuele CAO besprekingen 2003-2004.

Bestaande gunstigere regelingen op bedrijfsvlak blijven behouden.

Conventioneel brugpensioen

Artikel 11.

§1. Brugpensioen vanaf 58 jaar

De CAO van 2 mei 2001 (KB 6 december 2002; BS 20 december 2002) tot verlenging van het stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar, die per 31 december 2002 vervallen is, wordt voor de duur van deze CAO verlengd met behoud van de erin vastgelegde modaliteiten, zonder afbreuk te doen aan §4 van dit artikel en met uitzondering van artikel 5, dat door de volgende tekst wordt vervangen: "De in artikel 4 van deze cao bedoelde aanvullende vergoeding wordt overeenkomstig de bepalingen van de voornoemde cao nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad toegekend."

§2. Brugpensioen vanaf 56 jaar voor de arbeiders met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan.

De CAO van 13 juni 2001 (KB 22 augustus 2002; BS 12 oktober 2002) betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 56 jaar voor de arbeiders met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2002 vervallen is, wordt, voor de duur van deze CAO, verlengd met behoud van de erin vastgelegde modaliteiten, zonder afbreuk te doen aan §4 van dit

A

artikel en met uitzondering van artikel 6, dat door de volgende tekst wordt vervangen:” De in artikel 4 van deze cao bedoelde aanvullende vergoeding wordt overeenkomstig de bepalingen van de voornoemde cao nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad toegekend.”

§ 3. Halftijds conventioneel brugpensioen

Het halftijds conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar voor de arbeiders wordt, voor de duur van deze CAO, mogelijk gemaakt via een toetredingsprocedure die door een afzonderlijke CAO zal worden vastgesteld.

§4. Voor de berekening van het netto-referteloan tot bepaling van de aanvullende vergoeding voortvloeiend uit, enerzijds, de in bovenvermelde paragrafen van dit artikel vermelde cao's en, anderzijds, uit de cao's gesloten inzake voltijds of halftijds conventioneel brugpensioen op het vlak van de ondernemingen zal, vanaf 1 januari 2004, de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage van de arbeiders berekend worden op 100% in plaats van 108% van hun brutomaandloon.

Sectoraal aanvullend pensioenplan - Oprichting van een paritaire werkgroep

Artikel 12. - Er zal, zonder resultaatverbintenis, een paritaire werkgroep worden opgericht met als doelstelling het onderzoek naar de mogelijke invoering van een sectoraal aanvullend pensioenplan. Verslag van de werkzaamheden van deze werkgroep zal uitgebracht worden bij het paritair comité voor eind oktober 2004.

Toekenning van een sociaal voordeel

Artikel 13. - Het bedrag van het sociaal voordeel vastgelegd in artikel 5 van de CAO van 30 mei 2001 (KB 12 juni 2002; BS 12 oktober 2002) tot toekenning van een sociaal voordeel, wordt, vanaf het betalingsjaar 2004 (sociaal dienstjaar 2003) gebracht op 115€.

De betalingsmodaliteiten worden bepaald door het beheerscomité van het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid.

Syndicale vorming

Artikel 14. - Het vierde lid van artikel 4 van de CAO gesloten op 30 mei 2001 (KB 12 juni 2002; BS 6 augustus 2002) wordt, met ingang van het jaar 2003, door de volgende bepalingen vervangen:

- begrenzing : 900.000€ vanaf 2003
- verdeling: 750.000€ jaarlijks vanaf 2003 aan de vakbondsorganisaties; 150.000€ jaarlijks vanaf 2003 aan de Federatie van de Chemische Industrie van België (Fedichem).

Fonds voor Vorming (0,10% - Risicogroepen)

Artikel 15. - De CAO tot verlenging van het Fonds voor vorming in de scheikundige nijverheid, gesloten op 13 juni 2001 (KB 12 juni 2002; BS 27 juli 2002) in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid, zal voor de duur van deze CAO worden verlengd. Bovendien zal, in het kader van de werkzaamheden van het Fonds voor vorming, bijzondere aandacht worden geschonken aan opleiding inzake preventie, veiligheid en ergonomie, inzonderheid voor de nieuw aangeworven arbeiders, en dit met het oog op de toekenning van één dag opleiding tijdens het eerste jaar van hun loopbaan in de sector.

Het Fonds voor vorming zal hierrond stimulerende en begeleidende maatregelen uitwerken.

Veiligheid en onderaanneming

Artikel 16. - De ondertekenende partijen erkennen het belang van de veiligheid op het werk in geval van gelijktijdige aanwezigheid van verschillende ondernemingen op dezelfde arbeidsplaats. In dat kader verbinden de ondertekenende partijen er zich toe om hun respectievelijke leden informatie te geven over de inhoud van de wet van 4 augustus 1996 (BS 18 september 1996)

H

betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, in het bijzonder met betrekking tot de modaliteiten van de uitvoering, de samenwerking en/of de coördinatie tussen ondernemingen inzake veiligheid, namelijk op het vlak van vorming en informatie.

De ondertekenende partijen bevelen de ondernemingen aan om de vertegenwoordigers van het CPBW ten minste jaarlijks in te lichten over de toepassing van de bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 inzake het welzijn van de werknemers, in het bijzonder met betrekking tot de modaliteiten van de uitvoering, de samenwerking en/of de coördinatie tussen ondernemingen inzake veiligheid, namelijk op het vlak van vorming en informatie.

Tijdskrediet - 1/5^{de} loopbaanvermindering

Artikel 17.

§ 1. Tijdskrediet

Het recht op tijdskrediet, voorzien door de CAO nr. 77 bis gesloten op 19 december 2001 (BS 16 februari 2002) in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt uitgebreid tot een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op tijdskrediet, overeenkomstig voornoemde CAO nr. 77 bis, te gebeuren per minimumperiode van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de onderneming dienen, van het tweede tot en met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden :

- het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per période van één jaar
- de arbeiders die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijf jaar anciënniteit bereikt te hebben.

§ 2.1/5^{de} loopbaanvermindering

De ondernemingen kunnen, rekening houdend met de goede werkorganisatie, overeenkomstig art. 6 § 2 en 9 §2 van voornoemde CAO nr. 77 bis van de NAR, de concrete toepassingsmodaliteiten bepalen van het stelsel van 1/5^{de} loopbaanvermindering voor de voltijdse arbeiders die in ploegen zijn tewerkgesteld.

Overleg en sociale vrede

Artikel 18. - Met inachtneming van de sociale vrede en de procédures eigen aan de scheikundige nijverheid, erkennen de ondertekenende partijen namens hun mandaatgevers, dat zij voor de materies die deel uitmaken van deze CAO aan elkaars eisen zijn tegemoet gekomen.

Zij is gesloten te goeder trouw, en de ondertekenende partijen verbinden er zich toe om ze te doen toepassen, zowel naar de letter als naar de geest.

Deze CAO zal worden neergelegd ter Griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeiden Sociaal Overleg en de algemeen verbindende kracht bij koninklijkbesluit wordt gevraagd.